

par le régime fiscal, mais le fait demeure que la taxe sur les biens et les services nous appauvrit.

London est aussi très durement frappé par la réduction sauvage des paiements de transfert aux provinces. Ces paiements servent à financer les hôpitaux et les établissements d'enseignement postsecondaire. Or, il se trouve que London est l'un des centres hospitaliers et éducatifs les plus importants de l'Ontario. C'est un des principaux centres médicaux de la province. On y trouve quelques-uns des meilleurs hôpitaux et centres de recherches médicales au monde. La suppression de crédits va entraîner tout d'abord des compressions dans les services et, du même coup, le licenciement de professionnels de la santé, la fermeture d'établissements réputés et le départ forcé vers les États-Unis d'un plus grand nombre de nos meilleurs employés. En outre, au fil des ans, la qualité des soins de santé que les habitants de London méritent se détériorera, ce qui causera peut-être la perte de vies innocentes.

En ce qui a trait à l'enseignement postsecondaire, je voudrais signaler que l'Université de Western Ontario est l'une des meilleures au Canada. Cependant, elle reçoit déjà des crédits inférieurs à ses besoins, et d'autres compressions nuiront sérieusement à son fonctionnement. Il faut des décennies pour bâtir une bonne université, mais quelques années suffisent pour réduire tout cela à néant. Les torts causés par le gouvernement à l'Université de Western Ontario toucheront la génération actuelle et probablement quelques générations à venir.

Jusqu'à maintenant, je donne des exemples, afin de prouver que le budget du ministre des Finances est mal inspiré et néfaste à la ville de London et à ses habitants. Cependant, j'ai gardé les observations les plus dures pour la fin. C'est, par-dessus tout, la fermeture de la base militaire de London qui rend ce budget tout à fait inacceptable pour les habitants de cette ville. Il est pratiquement impossible de s'arrêter sur une raison en particulier pour laquelle cette base devrait être conservée, mais elle constitue le cœur et l'âme de la ville de London depuis plus d'un siècle. Les liens entre le Royal Canadian Regiment et la ville de London sont forts et profonds. Beaucoup de mes électeurs sont fort attachés au régiment et au casernement Wolsley. Il faudra plus qu'un budget qui a fait l'objet d'une fuite pour nous convaincre qu'ils n'ont plus leur place dans notre ville.

L'environnement

La perte de la base aura également des répercussions économiques pour London. On ne s'entend pas exactement sur la contribution de la base à l'économie de la ville, mais elle s'établit au moins, semble-t-il, à 65 millions de dollars par année. C'est là un dur coup pour l'économie de n'importe quelle ville, peu importe sa taille. La fermeture de la base représente une suppression importante d'emplois pour la ville.

La base emploie 1 100 personnes environ, soit un peu plus de 700 militaires et près de 400 civils. Les intéressés font face à un choix difficile. Ils peuvent soit déménager à Petawawa où le Royal Canadian Regiment va être transféré, soit venir grossir les rangs des chômeurs. De toute façon, il s'agit d'une expérience traumatisante et tragique qui aurait pu être évitée. Pourtant, il est clair à la lecture des documents fournis par le ministre de la Défense nationale (M. McKnight) que les économies annuelles réalisées par le gouvernement fédéral au titre de la rémunération et de l'exploitation de la base seront pratiquement nulles.

En terminant, je tiens à dire que les Canadiens sont disposés à contribuer à la réduction du déficit et de la dette, mais qu'il faut procéder de façon équitable. Nous pouvons bâtir un pays fort et compatissant si, en fait, nous commençons à croire dans les gens, à investir dans ces derniers et dans nos institutions, afin de devenir plus compétitifs dans le monde de demain.

• (1700)

[Français]

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il est 17 heures, la Chambre abordera maintenant l'étude des affaires émanant des députés, selon l'ordre indiqué au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES — MOTIONS

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

ON PROPOSE AU GOUVERNEMENT D'INSTITUER DES
SANCTIONS PÉNALES — LES CONTREVENANTS

M. Jim Fulton (Skeena) propose:

Que, de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait instituer des sanctions pénales contre les dirigeants de société qui laissent sciemment leur société contrevenir aux règlements gouvernementaux relatifs à l'environnement ou compromettre de quelque autre façon la santé et la sécurité des Canadiens.